



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-10-1/2025-10-15]

Edición quincenal,
por *Luc de l'Arbre*

Mercredi 1^{er} octobre.

Condamnation de Joseph Kabila : le FCC dénonce une dérive autoritaire et une justice instrumentalisée. Le Front commun pour le Congo (FCC) dénonce ce qu'elle qualifie de « restauration de la dictature » et d'« instrumentalisation de la justice à des fins politiques ». Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), membre du FCC, parle d'une « trahison à la démocratie », qualifie le procès de « honte ». « Ce procès n'a d'autre but que de faire taire un homme qui a œuvré pour la réunification, la pacification et la démocratisation du pays. C'est une condamnation politique, non équitable, destinée à effacer une voix discordante ». Cette vague de réactions souligne la polarisation politique autour de ce verdict historique, qui continue de susciter des débats intenses au sein de l'opinion publique congolaise. **La CCDH qualifie la peine de mort contre Joseph Kabila de justice de « vengeance ».** Le coordonnateur de la Chaire congolaise des droits de l'homme (CCDH) regrette que ce procès jette une ombre supplémentaire sur « un système judiciaire congolais déjà fragilisé par des pratiques sélectives et une instrumentalisation politique ». Il a souligné que « la justice ne doit jamais devenir un bras politique ni un instrument de vengeance », rappelant que Joseph Kabila, comme tout justiciable, a droit à une défense équitable, à la présomption d'innocence, et à un juge impartial. La CCDH appelle les autorités judiciaires à respecter les normes constitutionnelles et les engagements internationaux en matière de droits humains. Cette organisation réitère son soutien à l'appel des confessions religieuses pour un dialogue national inclusif, présenté comme un moyen de prévenir toute dérive susceptible de plonger le pays dans l'instabilité.

Plusieurs personnes interpellées lors d'un bouclage mené par l'AFC-M23 à Bukavu, dans plusieurs avenues du quartier Nyalukemba de la commune d'Ibanda. Ce sont des centaines d'hommes, de femmes et de jeunes, qui ont été arrêtés par les services de l'AFC/M23. La majorité des personnes interpellées sont des jeunes, qui passent leurs journées à vendre ou à consommer des boissons fortement alcoolisées et du chanvre. À ce groupe s'ajoutent des individus en situation irrégulière, précisent les mêmes sources, soupçonnés d'être impliqués dans des actes de vol et de braquage. Une fois appréhendés, les suspects ont été conduits au camp Saïo, où une opération de vérification d'identité et de recoupement avec les témoignages des cadres de base a été lancée. Sur les centaines de personnes amenées sur place, une trentaine ont été retenues pour les besoins de l'enquête, affirment des témoins.

Dossier 1000 maisons : François Muamba met Nicolas Kazadi en difficulté. Le Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS) a publié un rapport très accablant. L'histoire débute avec un drame: les inondations de 2022 à Mont-Ngafula, qui ont causé la mort de 168 personnes et forcé des milliers de familles, notamment celles du quartier Matadi-Kibala, à fuir leur domicile. En réponse, Félix Tshisekedi avait promis des logements sociaux préfabriqués. Démarré en juillet 2023 avec un délai de sept mois, le projet des "1000 maisons" à Mukilango était censé incarner la résilience du pays. Cependant, trois ans plus tard, aucun logement n'a été livré, malgré des millions de dollars décaissés. Bien que 94 % du budget, soit 54,05 millions USD sur 57,48 millions, ait déjà été débloqué en faveur de l'entreprise



Milvest, les travaux stagnent à 27 %, laissant les victimes dans des conditions indignes. En somme, le projet n'a jamais été officialisé par un acte légal et réglementaire. Pire encore, les paiements effectués n'ont jamais été validés par le Fonds national de l'habitat, ce qui est requis par la loi. Nicolas Kazadi a donc contourné les procédures habituelles de contrôle, prenant ainsi un rôle de premier comptable politique et moral d'un échec qui frôle le détournement de fonds publics. Face à ce désastre, le CPVS réclame un audit urgent de l'Inspection générale des finances -IGF- afin de déterminer les responsabilités. Le rapport appelle également à la reprise immédiate des travaux, à la libération des matériaux bloqués au port de Matadi, et surtout, à une aide humanitaire d'urgence. Cependant, une question demeure : comment un ministère a-t-il pu vider les caisses sans avoir livré la moindre maison ? (**Africa News**)

Denis Mukwege dénonce 15 ans d'impunité après la publication du rapport Mapping. Ce rapport, publié le 1^{er} octobre 2010 malgré les pressions du Rwanda, documente 617 incidents violents et suggère que des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et potentiellement des actes de génocide ont été perpétrés par les parties impliquées dans les conflits armés. Denis Mukwege rappelle que ces guerres ont eu une forte dimension internationale, avec l'implication directe du Rwanda et de l'Ouganda dans le pillage des ressources congolaises. Dans sa déclaration, ce Prix Nobel de la paix fustige l'absence de poursuites judiciaires, de réformes institutionnelles et de véritables mécanismes de justice transitionnelle. Il exprime son indignation face aux allégations de corruption visant les fonds de réparation créés pour les victimes, notamment le FONAREV et le FRIVAO. Il appelle à la mise en place d'un Tribunal Pénal Spécial pour la RDC.

Nyiragongo : 216 ménages bénéficient d'un projet de relèvement communautaire de l'ONG SEFA. Selon l'ONG Solidarité pour l'émergence de la famille (SEFA) : "les bénéficiaires sont tous des responsables des ménages vulnérables, ciblés sur base de certains critères, notamment être une personne de 3e âge et chef de ménage, soit être une jeune fille cheffe de ménage, être entrepreneur, mais tombé en faillite à la suite du vol et pertes de ressources. Nous avons choisi les villages de Buhamba et Kaguri parce que les bénéficiaires sont tous (des anciens déplacés) retournés, ils sont dépourvus de moyens. Ils vont bénéficier de plusieurs activités, durant les 3 derniers mois de l'année 2025. Ce sont des activités génératrices de revenus et encadrement dans le cadre de la sécurité alimentaire, à travers l'approche de transfert d'argent.

Lubero : calvaire de 400 élèves après destruction de leur école lors des combats Farde-AFC/M23. Le directeur de l'école, alerte sur la situation et appelle à une intervention urgente des autorités et des humanitaires pour la reconstruire.

Jeudi 2 octobre.

Samuel Mbemba mobilise l'Afrique contre les massacres dans l'Est de la RDC, à la tribune de la IX^e édition du Forum africain sur la justice transitionnelle qui se tient du 30 septembre au 2 octobre à Kinshasa. Le ministre des Droits humains, Le ministre Mbemba a par ailleurs réaffirmé l'engagement du Gouvernement à pérenniser le système de réparation des victimes à travers tout le territoire national : « Nous sommes réunis ici pour une cause qui transcende les frontières, les divergences politiques, les langues et les générations. Il s'agit du devoir (...) d'élever les victimes à la hauteur de nos engagements politiques ».

5 tonnes de médicaments fournis à 4 hôpitaux de référence de Walikale, offert par Rubens Mikindo, député national élu de la zone. Ces hôpitaux avaient été victimes d'un pillage massif en janvier dernier lors des combats entre les Farde et les rebelles du M23, causant la paralysie de nombreux services et la perte du matériel médical essentiel.

Perturbations dans les transactions commerciales après l'appréciation du franc congolais à Kinshasa. Le taux de change est passé de 2850 FC pour un dollar il y a deux semaines, à environ 2600 FC, voire moins, selon les bureaux de change qui fixent parfois le taux en fonction du client. Dans les échanges commerciaux, certains commerçants refusent désormais d'accepter le paiement en dollars, exigeant uniquement le FC, même si les prix des biens ne sont pas encore ajustés à la nouvelle valeur du FC. Cette situation crée une incertitude sur le marché. Certains observateurs signalent une instabilité naissante qui perturbe les dépenses quotidiennes et les échanges commerciaux à Kinshasa.

Nord-Kivu : les enseignants réclament le paiement de trois mois de salaires. C'est lors de la paie du mois de juin que les enseignants de la ville de Goma, ainsi que des territoires de Nyiragongo, Rutshuru, Masisi et Walikale, ont exprimé cette revendication. « Nous avons reçu le mois de juin. CARITAS, IFOD et les membres de nos syndicats ont échangé et nous ont promis un calendrier de paiement en trois tranches : jeudi et lundi prochains, pour solder les trois mois restants. Sur neuf mois d'arriérés, nous avons perçu six mois ». La paie du mois de juin est intervenue après plusieurs mois de revendications, suivies de mouvements de grève généralisée, à la grande satisfaction des enseignants.



Human Right Watch dénonce la peine de mort contre Joseph Kabila. L'ONG HRW critique particulièrement la procédure judiciaire qui s'est déroulée en l'absence de l'accusé, lui refusant ainsi la possibilité de présenter une défense, ce qui constitue une violation des principes fondamentaux d'un procès équitable garantis par le droit international. L'ONG rappelle que la Commission africaine des droits de l'homme interdit la compétence des juridictions militaires sur les civils, ce qui rend cette condamnation d'autant plus controversée. L'ONG dénonce un procès expéditif qui semble correspondre plus à un règlement de compte politique qu'à une véritable quête de justice ; il s'agit d'une stratégie calculée visant à écarter un rival politique, plutôt qu'un jugement objectif fondé sur des preuves solides et une procédure juste.

Les diocèses de Bukavu et de Cyangugu célèbrent la Journée internationale de la paix par une plantation d'arbres. Présidant la cérémonie, Mgr Édouard Sinayobye du diocèse de Cyangugu a déclaré : « lorsque nous parlons de paix et plantons cet arbre, nous prions pour la paix dans le monde et dans notre région. Cet arbre est un symbole représentant nos diocèses. Nous souhaitons informer les responsables de votre diocèse, mon frère l'archevêque de Bukavu, que nous demeurons unis comme membres d'un même corps – lui représentant les fidèles de Bukavu, et nous représentant ceux de Cyangugu. Cet arbre que nous plantons est un symbole qui grandira et fleurira, nous rappelant constamment que notre région doit jouir d'une paix durable. »

Numérisation des opérations d'import-export dès ce 5 octobre en RDC. Cette centralisation vise à réduire les délais et coûts des procédures, améliorer la transparence, garantir la traçabilité des opérations et permettre un accès facilité à l'ensemble des services du commerce extérieur. Cette mesure est en phase avec l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et marque une étape importante vers la digitalisation complète des procédures commerciales en RDC, pour renforcer la compétitivité du secteur.

La CNDH condamne l'enlèvement massif de plus de 300 jeunes à Bukavu, au quartier Ndendere, dans la commune d'Ibanda. Ces personnes ont été kidnappées par des hommes armés identifiés comme des rebelles de l'AFC/M23. La Commission nationale des droits de l'homme exige la libération immédiate et sans condition de ces jeunes, ainsi que la cessation des pratiques contraires au droit international humanitaire dans cette province sous occupation rebelle.

Baisse des prix de certains produits à Kinshasa grâce au raffermisssement du franc congolais. Cette tendance, confirmée par des journalistes ayant accompagné le ministère de l'Économie dans une tournée des marchés, touche plusieurs produits : sucre, maïs, haricot, sel, ciment, lait, huile végétale, semoule, cossettes de manioc, et boîtes de tomate.

Condamnation de Joseph Kabila en RDC: sur quels alliés régionaux l'ex-président peut-il compter ? Joseph Kabila réside en Afrique australe, précisément à Harare, au Zimbabwe. Le lien avec le Zimbabwe remonte à la présidence de son père. Il a rencontré William Ruto, le président kenyan, à trois reprises depuis son arrivée au pouvoir. Ses rapports sont également jugés bons avec Kigali. Avec la Tanzanie, les relations se sont nettement dégradées. (RFI)
Vendredi 3 octobre.

MSF annonce la fin anticipée de ses projets à Salamabila faute de financement. Initialement prévue pour 2026, la décision de la fermeture fin octobre, intervient dans un contexte marqué par une forte baisse des financements humanitaires notamment par les Etats-Unis, des besoins croissants et une crise persistante dans l'Est de la RDC. Le représentant de MSF en RDC, explique cependant que l'organisation a atteint ses objectifs, notamment en développant un modèle répliquable au niveau communautaire pour la prise en charge des violences sexuelles. Depuis 2019, MSF a ainsi pris en charge 16 445 survivantes dans cette région, un chiffre révélateur de l'ampleur de la crise, précise-t-il. Toutefois, MSF restera présente dans le Maniema avec un dispositif de renforcement de la surveillance et un stock de contingence pour répondre aux urgences sanitaires telles que la rougeole ou le choléra.

Mobilisation des femmes leaders autour de la campagne nationale de vaccination à Kinshasa. A quelques semaines du lancement de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, le Programme élargi de vaccination (PEV) bat déjà le rappel des troupes. Après avoir mobilisé les pédiatres, il a exhorté, jeudi 2 octobre à Kinshasa, des femmes leaders de la société civile, appelées à sensibiliser la communauté sur cette question. Au cours de cette séance d'échange, plusieurs thèmes ont été abordés, notamment la surveillance épidémiologique, qui permet de détecter la maladie, la nécessité de la vaccination de routine, ainsi que les notions de base sur la polio. Cette année, chaque enfant recevra quatre gouttes de vaccin, soit deux gouttes de chaque type, afin de renforcer leur protection.



RDC–Rwanda : le Comité conjoint de surveillance reconnaît des obstacles persistants à la mise en œuvre de l'accord, notamment la neutralisation du groupe armé des FDLR et de ses factions associées. Le 2 octobre, des représentants des deux pays, des États-Unis, du Qatar, du Togo (facilitateur de l'Union africaine) et de la Commission de l'Union africaine, ont tenu à Washington, la 3^{ème} réunion du Comité conjoint de surveillance de l'Accord de paix signé le 27 juin dernier. La RDC et le Rwanda ont finalisé l'ordre d'opération soumis par le Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité, confirmant le 1^{er} octobre comme date d'entrée en vigueur. Le Comité a souligné l'importance de l'accès du CICR à tous les détenus, engagement que les deux pays ont accepté de faciliter. Il a également réaffirmé la nécessité d'une mise en œuvre intégrale de l'accord, en actes comme en paroles, appelant à l'abandon de toute rhétorique hostile, notamment dans les instances internationales. L'État du Qatar a présenté une mise à jour sur les négociations en cours à Doha entre la RDC et l'AFC/M23. Le Comité s'est félicité de l'accord sur l'échange de prisonniers et de la reprise des pourparlers prévue la semaine du 6 octobre. Prochaine étape. Le Comité prévoit de tenir sa quatrième réunion après celle du Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité, programmée les 21 et 22 octobre.

Est de la RDC : bras-de-fer entre Kinshasa et le groupe AFC/M23 autour des visas. Le mouvement rebelle confirme: tout document délivré par Kinshasa à la Monusco, à une ONG ou à un ressortissant étranger, est considéré comme nul et non avenu dans les zones qu'il contrôle. L'AFC/M23 justifie cette décision au nom de ce qu'il appelle le principe de réciprocité. Depuis février 2025, Kinshasa a en effet annoncé qu'il ne reconnaît pas les documents émis par la Direction générale des migrations dans les territoires sous administration de l'AFC/M23. Mi-septembre, le ministre de la Justice, l'a encore rappelé : toutes les décisions, y compris judiciaires, sont concernées. Le ton se durcit depuis plusieurs semaines entre l'AFC/M23 et les acteurs humanitaires. Une réunion prévue le 9 septembre entre le groupe de travail sur l'accès humanitaire et le mouvement rebelle n'a pas eu lieu. Les ONG, déjà fragilisées par d'importantes coupes budgétaires, vont devoir payer doublement : à Kinshasa et dans l'espace contrôlé par l'AFC/M23. Elles pourraient aussi être contraintes de renégocier leurs exonérations pour certains produits. À la fin septembre, seulement 15 % du plan humanitaire était financé. Au-delà de l'argent, ce sont aussi du temps et de l'énergie perdus, déplore un acteur humanitaire: « Cela nous détourne de l'essentiel, notre travail humanitaire. » (Actualité.CD - RFI)

Le député Lotika plaide pour la relance urgente de la Société textile de Kisangani, fermée depuis trois ans. La Sotexki, créée en 1974, prospérait dans la fabrication de tissus en coton, notamment les pagens imprimés. Aujourd'hui, l'usine est totalement à l'arrêt, avec ses 4 départements (filature, tissage, finissage) non opérationnels, sauf un service de maintenance. L'usine souffre de la vétusté des machines, qui datent de son inauguration il y a plus de 50 ans, et du vieillissement du personnel. La concurrence déloyale des tissus asiatiques qui inonde le marché local à des prix très bas, a contribué au déclin de cette entreprise qui suffoquait déjà. Le député rappelle que la revitalisation de cette entreprise jouerait un rôle stratégique dans la promotion de l'industrie congolaise et la création d'emplois dans la province. **Au moins 300 agents au chômage après la fermeture de la Sotexki à Kisangani, en juillet 2022.** La majorité des travailleurs, ont été renvoyés en congé technique. Cet arrêt de trois ans a provoqué une déstabilisation sociale parmi les employés, avec trente-huit mois de salaires impayés. De plus, plusieurs employés ne peuvent pas partir en retraite faute de fonds, alors que le personnel nécessite un renouvellement.

4 000 personnes fuyant les combats FARDC-Codeco se réfugient autour de la base Monusco à Gina. Parmi ces déplacés, près de 1 950 sont des femmes et 700 des enfants. En réponse à cette escalade, la MONUSCO a envoyé des patrouilles renforcées avec véhicules blindés pour sécuriser les accès menacés. Trois blessés, dont une adolescente de 13 ans et deux hommes, ont été évacués vers un hôpital local, puis transférés par hélicoptère médicalisé à . pour des soins spécialisés. La présence ferme et l'intervention rapide des Casques bleus ont permis de sauver des vies.

Samedi 4 octobre.

La CNDH réitère son opposition à l'exécution de la peine de mort en RDC. « La CNDH recommande que, même en cas de condamnation prononcée, la peine capitale ne soit pas exécutée, mais plutôt commuée en peine alternative comme la réclusion à perpétuité », affirme-t-il. Dans le cadre de son mandat, la CNDH avait déployé une mission d'observation pour surveiller le procès pénal de l'ancien président de la République, Joseph Kabila. Ce dernier a été condamné à mort par la Haute Cour militaire pour plusieurs infractions, dont la trahison et la participation à un mouvement insurrectionnel.

Lutte contre les FDLR en RDC: le top départ du «Concept des opérations» donné à Washington. Si les parties respectent leurs engagements, la première phase de la lutte contre les FDLR en RDC doit démarrer d'ici au 15 octobre. Cette phase comprend plusieurs points : analyser le niveau de la menace, localiser les combattants et leurs équipements, sensibiliser les communautés locales. Il est aussi question de partager des informations sur les FDLR et leurs groupes dissidents, mais aussi sur les mesures dites « de défense » mises en place par le Rwanda — que Kinshasa traduit par la



présence de troupes rwandaises sur son sol. Le ministre rwandais des Affaires étrangères, affirme que Kigali a déjà transmis des informations lors des premières réunions, y compris à la médiation. Et il attend que Kinshasa fasse de même. Au cours de leur réunion à Washington, les participants ont évalué la situation. Ils constatent aussi que les combats se poursuivent, notamment dans le territoire de Walikale, au Nord-Kivu. (RFI)

L'état de siège au Nord-Kivu en Ituri de nouveau prorogé. L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté jeudi 2 octobre à Kinshasa le projet de loi portant prorogation de l'État de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le président intérimaire de l'Assemblée nationale a exhorté les députés à développer plus de stratégies pour appuyer les forces armées de la RDC pendant cette période de crise sécuritaire.

Plus de 1250 femmes retournées relancent leurs activités grâce à un projet d'autonomisation. Regroupées au sein des Associations villageoises d'épargne et de Crédit (AVEC), elles bénéficient d'un appui qui leur permet de relancer de petites activités génératrices de revenus et de retrouver leur dignité. Mis en œuvre par l'ONG COPADEC avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ce projet démontre qu'un appui financier ciblé peut ouvrir la voie à un avenir plus stable et à une participation active au développement local. « Grâce aux 350 dollars reçus, nous renforçons les activités génératrices de revenus que nous menions avant la guerre. « Le cash offre plus de liberté et de responsabilité. Ces femmes investissent selon leurs besoins et les activités adaptées à leur communauté. Cela renforce la résilience de l'ensemble du village », expliquent-ils.

L'ONG Rien sans les femmes veut appuyer plus de 1 000 femmes politiques aux élections de 2028. À travers le projet intitulé « Tufaulu pamoja » (Gagnons ensemble), cette organisation citoyenne a présenté aux femmes engagées en politique, les objectifs et la portée de son initiative. À travers cette démarche, le Mouvement Rien sans les femmes entend offrir aux bénéficiaires un dispositif combinant des sessions de formation thématiques en groupe et un accompagnement personnalisé par mentorat. Financé par l'ambassade de Suède, à travers Caritas Angleterre et Pays de Galles, ce projet prévoit l'organisation de quatre sessions de formation collective par mois dans chaque bureau, ainsi qu'au moins une séance de coaching individuel bimensuel par bénéficiaire, pour un suivi personnalisé.

Faute de tribunal de paix à Irumu, les justiciables contraints de saisir le parquet militaire pour des affaires civiles. Cela fait plus d'une décennie que le tribunal de paix d'Irumu siège à Bunia, loin de sa juridiction naturelle. Une situation qui pénalise les habitants de plusieurs localités telles que Komanda, Irumu-centre, Marabo, Nyakunde, Gety et Aveba, dans la chefferie de Walendu Bindi. Privés de juridiction sur place, les citoyens s'adressent à la police, au parquet militaire ou encore aux autorités coutumières pour trancher leurs litiges. D'autres doivent parcourir des dizaines de kilomètres jusqu'à Bunia pour suivre leurs dossiers, au prix de frais élevés de transport et de logement, sans compter les risques sécuritaires dans un contexte marqué par les conflits armés. Face à cette réalité, la population plaide pour que le tribunal de paix soit réinstallé à Irumu ou à Komanda, afin de garantir un accès équitable à la justice et de lutter contre l'impunité.

Cinq morts dans un éboulement de terre à Bukavu, provoqué par de fortes pluies qui se sont abattues sur la ville. Le drame s'est produit dans le quartier Nguba, une zone située en pente et particulièrement vulnérable aux glissements de terrain. Une maison a été entièrement ensevelie sous un monticule de terre.

Ouganda : ouverture du procès de Jamil Mukulu, des ADF, poursuivi pour meurtres, terrorisme et crimes contre l'humanité. Jamil Mukulu est le principal fondateur des ADF, ce groupe armé islamiste d'origine ougandaise, qui opère principalement dans l'Est de la RDC. Arrêté en Tanzanie, en 2015, puis remis aux autorités ougandaises, Jamil Mukulu et ses co-accusés sont poursuivis pour meurtres, terrorisme et crimes contre l'humanité. L'ouverture de ce procès aura été brève. Un premier témoin a bien été appelé à la barre, jeudi 2 octobre, mais faute de traducteur, son audition a été reportée au 17 novembre. Malgré ce faux départ, c'est une étape importante car, en effet, la défense de Jamil Mukulu a plusieurs fois tenté de faire annuler la procédure. En juin, une requête, en ce sens, avait été rejetée. Et mercredi encore, ses avocats ont plaidé l'abandon des charges, jugeant l'accusation mal préparée. la difficulté pour le Procureur sera de prouver la responsabilité directe de Jamil Mukulu, démontrer qu'il a, personnellement, donné des ordres ou été impliqué. (RFI)

Dimanche 5 octobre.

Félix Tshisekedi : « La jeunesse congolaise est l'énergie créatrice d'une génération décidée à transformer le pays » a affirmé ce 4 octobre à Kinshasa, lors de la cérémonie d'investiture du nouveau comité du Conseil national de la jeunesse (CNJ). Dans son discours, le président a exhorté les jeunes à devenir les artisans d'un Congo qui innove sans renier ses valeurs, qui progresse sans sacrifier la justice sociale, et qui s'ouvre au monde sans perdre son identité. Il a également adressé un message de réconfort et d'espoir aux jeunes, vivant dans les territoires sous occupation rwandaise,



dans l'est du pays, les assurant de sa détermination à récupérer ces zones et à lancer un programme spécifique de reconstruction. Placée sous le thème « Capter et mobiliser le potentiel jeune sur la trajectoire du progrès de la RDC », la cérémonie a réuni plusieurs membres du gouvernement, des représentants d'institutions publiques, des partenaires techniques et financiers, ainsi que de nombreuses associations de jeunes venues des différentes provinces du pays. **Tshisekedi aux jeunes des territoires occupés : « L'avenir que vous méritez n'est pas compromis.** Il se construit avec vous et pour vous.» Le chef de l'État leur a également fait parvenir un message d'amour, de compassion et d'espérance, soulignant que leur courage face à l'oppression n'est pas un murmure isolé, mais « qu'il honore la Nation », rappelant que la République tout entière se tient à leurs côtés, dans un élan de solidarité. Il leur a réaffirmé son engagement personnel à œuvrer sans relâche pour abréger leurs souffrances, rétablir la paix et la sécurité, afin de permettre un retour à une vie normale.

La Monusco condamne l'escalade des violences des groupes armés en Ituri. Les 14 personnes ont été tuées sur le site de Roho, alors qu'elles se rendaient aux champs. Selon la société civile locale, les assaillants ont tendu une embuscade, ouvert le feu et infligé des mutilations à l'arme blanche à certaines des victimes. Mais la Monusco indique que ces pertes résultent d'affrontements entre les groupes armés Codeco et Zaïre, chacun prétendant protéger sa communauté contre l'autre. Dans la même nuit, à Gina, à une trentaine de kms de Bunia, des tirs attribués à des hommes armés non identifiés ont forcé près de 2 500 civils à se réfugier sur une base des Casques bleus. La mission de l'ONU qualifie ces actes de violence « d'inqualifiables », pouvant constituer de graves violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. La cheffe adjointe de la Monusco, souligne que la présence de l'ONU a été renforcée dans les zones sensibles, mais dénonce la militarisation autour des sites de déplacés, qui expose encore davantage ces populations. (RFI)

Les enseignants de la RDC réclament l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles et salariales. Réunis le 4 octobre à Kinshasa, ils ont dressé un constat alarmant sur la précarité qui caractérise leur situation professionnelle. Ils ont appelé le gouvernement à agir rapidement en garantissant des salaires décents, une formation continue et de meilleures conditions de travail afin d'assurer une éducation de qualité. Ils ont dénoncé les effets négatifs d'une gratuité mal encadrée dans les écoles primaires, qui augmente la charge de travail des enseignants sans compensation adéquate.

La Service national remet 3 000 bancs-pupitres à 12 écoles de Kananga. Chaque établissement a reçu 250 bancs, en vue d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves. Dans une perspective de durabilité, un atelier de menuiserie a été installé localement à Kananga pour poursuivre la fabrication des bancs destinés aux autres écoles de la région, dans une logique d'autonomisation locale a affirmé le commandant du Service national. Par ailleurs, le Service national joue un rôle multisectoriel dans la région, avec des actions dans le développement rural, incluant la construction d'écoles et la création de dépôts de vente de maïs pour soutenir la sécurité alimentaire à Kananga.

Taux de change : les cambistes de la RDC veulent accompagner le gouvernement dans la stabilisation. Sur le marché parallèle, le dollar américain s'échange actuellement entre 2 500 et 2 600 FC, selon les zones. Cette baisse est attribuée à l'intervention de la Banque Centrale du Congo (BCC), qui a absorbé une partie de la masse monétaire en circulation. Selon un économiste, deux facteurs expliquent ce raffermissement du franc congolais : Une sortie nette de devises plus importante que les entrées ; Une réduction de la demande locale en dollars, due à une ponction de la liquidité intérieure.

Vers l'organisation d'une table ronde nationale sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes. D'après Félix Tshisekedi, cette table ronde aura 3 objectifs majeurs : donner une vision claire et cohérente de notre démarche nationale pour l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat des jeunes, arrêter des mesures incitatives concrètes incluant une fiscalité pro jeune, des procédures simplifiées via le GUCE, l'accès aux stages et à la première expérience des dispositifs de financement adaptés et un accompagnement technique renforcé, institutionnaliser une synergie opérationnelle avec des mécanismes d'évaluation et de suivi pour garantir un impact réel et mesurable. "Le Président de la République a insisté pour que l'application des résolutions qui en découleront produisent des effets tangibles non seulement à Kinshasa mais également dans l'ensemble du pays afin que chaque citoyen en ressente l'impact positif, l'avenir de la République Démocratique du Congo repose sur sa jeunesse en lui offrant des opportunités d'emploi, une fiscalité adaptée, des démarches simples et un accompagnement crédible, nous jetons les bases d'une prospérité inclusive et durable. Faisons de cette table ronde un tournant décisif pour notre jeunesse et pour l'économie nationale", a-t-il précisé dans sa communication. Le Président de la République a souhaité que cette rencontre soit un moment de décisions assorti d'un calendrier précis et d'indicateurs clairs ; dès lors il a instruit le ministre de l'entrepreneuriat et de développement des PME ainsi que son cabinet en concertation avec les différents ministères, les structures et toutes les autres parties prenantes à préparer cette table ronde et lui proposer dans les dix jours les termes de référence incluant les



résultats attendus, une date ferme et l'ordre du jour. La création de plus d'emplois figure parmi les 6 engagements du Chef de l'État. (Actualité.CD)

Lundi 6 octobre.

La dynamique "Sauvons le secteur de l'éducation" dénonce les disparités dans la prise en charge médicale des enseignants. À l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, célébrée chaque 5 octobre, la dynamique Sauvons le secteur de l'éducation appelle le gouvernement congolais à garantir une prise en charge équitable pour tous les enseignants, sans distinction. Elle plaide également pour un traitement honorable des enseignants retraités et la restauration des listings de paie, disparus depuis plus d'une décennie, afin de prévenir les détournements présumés. Il pointe également les limites de la mutuelle de santé des enseignants, qui ne couvre que l'enseignant lui-même, sans tenir compte de ses dépendants. Pire encore, les enseignants des territoires ne sont pas pris en charge par cette mutuelle, malgré leur contribution au système éducatif. La dynamique exhorte les autorités à agir rapidement pour rétablir la transparence et la justice dans le traitement des enseignants, considérés comme le socle du développement national.

Plus de 5 000 habitants d'Ibara ont désormais accès à l'eau potable grâce aux scouts. Le projet a permis la construction d'un puits profond de 40 m, équipé d'une pompe électrique et d'un groupe électrogène, relié à un réservoir de 3 000 litres. Une borne fontaine a également été installée pour faciliter l'approvisionnement en eau potable. Selon le commissaire provincial des scouts, cette infrastructure vise à soulager les femmes, les enfants et les jeunes filles qui parcouraient de longues distances, souvent de nuit, pour chercher de l'eau, s'exposant ainsi à des risques liés à l'insécurité et à la présence de groupes armés. Cette initiative démontre une fois de plus que l'engagement communautaire peut transformer concrètement les conditions de vie, même dans les zones les plus reculées.

De violents affrontements entre les Fardc et la milice CRP à Kasenyi et Tchomia. L'attaque a été lancée aux alentours de 23h par les miliciens, qui tentaient de reprendre le contrôle de Nyamamba, l'un de leurs anciens bastions, et de s'approvisionner en armes en ciblant la base navale des Fardc à Kasenyi. Les affrontements se sont poursuivis jusqu'au petit matin. L'armée congolaise a finalement repris le dessus. Bilan provisoire : 2 morts et de plusieurs blessés, notamment parmi les déplacés vivant sur les sites de CE39 et Mutanzige. Les répercussions sur les populations locales sont immédiates : fermeture des écoles à Kasenyi et Tchomia, paralysie des activités commerciales, suspension du trafic entre Bunia, Kasenyi et Tchomia, climat de peur persistant malgré un retour timide à la normale dans l'après-midi.

Conflit dans l'est de la RDC: au Qatar, Kinshasa et l'AFC/M23 entre petits pas et grands blocages. Une invitation a été faite pour le 7 octobre aux représentants du gouvernement de la RDC et à ceux de l'AFC/M23. Mais, compte tenu des divergences, la rencontre pourrait débiter plus tard dans la semaine. L'objectif est d'avancer sur le texte qui doit fixer le mécanisme de cessez-le-feu permanent. Mais il reste un point de blocage majeur : le rôle de la Monusco dans le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu. L'AFC/M23 dit ne pas avoir confiance en la mission de l'ONU, qu'elle considère comme une force belligérante vaincue. Kinshasa, de son côté, insiste : la Monusco doit agir selon le mandat que lui a confié le Conseil de sécurité, un mandat qui inclut la lutte contre le M23. La rébellion veut, elle, limiter ce rôle à des aspects purement logistiques. Un compromis est en discussion. Si les deux parties s'entendent sur une version finale du texte, alors le sixième round de négociations pourra démarrer cette semaine. D'importantes questions restent à régler. En attendant, une image a frappé les esprits le week-end dernier : des centaines de combattants alignés à Tshanzu, dans le Rutshuru, dans l'est de la RDC. Plus de 700 recrues auraient achevé leur formation, a revendiqué l'AFC/M23. Sultani Makenga, le coordinateur militaire de la rébellion, a rappelé sans détours l'objectif du mouvement et de ce recrutement : « Renverser le pouvoir de Kinshasa. » (RFI)

La Cenco « horrifiée » par le verdict de la Haute Cour militaire contre Joseph Kabila. Selon les évêques catholiques, la peine de mort et sa logique de rétribution ne sont pas compatibles avec l'évangile du Christ. Ils se disent alors « horrifiés par le verdict de la Haute Cour militaire de Kinshasa à l'issue du procès pénal expéditif engagé contre le président honoraire Joseph Kabila, le condamnant à la peine de mort ». Déjà le 23 mars 2024, à la suite de la note circulaire du ministre de la Justice, relative à la levée du moratoire sur l'exécution de la peine de mort, la Cenco avait appelé à un engagement en vue de la défense de la vie et de l'abolition de la peine de mort en RDC.

Kinshasa accueille la première édition du Forum national des droits humains, du 9 au 10 octobre. Ce Forum national des droits humains s'annonce comme un espace d'échanges constructifs, où les acteurs publics, la société civile et les partenaires uniront leurs voix pour faire progresser la cause des droits humains en RDC.

Cinéma : "Muganga", le combat de Denis Mukwege pour réparer les femmes. Œuvre douloureuse mais nécessaire sur les violences sexuelles en RDC, le film "Muganga" en salles ce 24 septembre met en lumière celui "qui répare les femmes", le docteur Mukwege, prix Nobel de la Paix en 2018. Le long-métrage marque par sa recherche de vérité et par



la confrontation à cette dernière. Le traitement des séquences de violence rapproche le spectateur d'une réalité qui nous est contemporaine. Il est d'ailleurs important de signaler au lecteur que certaines séquences de violences s'avèrent difficiles à regarder (en particulier celle qui ouvre le film) et certains récits difficiles à entendre. Les personnages féminins victimes de violences que nous découvrons tout au long du récit sont toutes interprétés avec une vulnérabilité remarquable. Détruites psychiquement ou habitées par un grand désir de reconstruction, elles font corps et célèbrent par leurs assemblées, leurs chants ou leurs danses l'âme que leurs agresseurs ne pourront jamais leur enlever.

Mardi 7 octobre.

23 personnes condamnées à de lourdes peines pour leurs liens avec les ADF à Beni. Les prévenus ont été reconnue coupables d'avoir pris part ou apporté leur soutien aux attaques menées par les ADF dans les territoires de Beni, Lubero et en Ituri. La peine la plus lourde a été infligée à Judison Kasereka Katrisa, alias Kahu : 20 ans de servitude pénale principale pour financement du terrorisme et actes de terrorisme. Il avait été arrêté en 2018 à Beni pour la gestion d'un réseau de ravitaillement des ADF entre Butembo, Beni et Bunia. Il avait été transféré à Kinshasa, où le tribunal militaire de garnison de Kinshasa/Gombe l'avait condamné en 2021 à cinq ans de prison. Après sa libération, juillet 2023 à l'issue de sa peine, il s'était réinstallé à Bunia, où il gérait un nouveau réseau de recrutement et de soutien logistique aux ADF. Recherché activement par les services de sécurité, il a de nouveau été arrêté le 28 juillet 2025 et transféré à Beni.

« L'Université officielle de Mbuji-Mayi est passée d'un hangar de la honte à des bâtiments de la dignité », selon le recteur. Le nouveau complexe universitaire comprend trois imposants bâtiments de 2 étages : le 1^{er} abrite 16 auditoriums modernes, chacun d'une capacité de 200 places assises ; le 2^{ème} regroupe deux amphithéâtres de 400 places ; le 3^{ème} est un bâtiment résidentiel doté de 154 chambres collectives pour les étudiants. Le campus est également équipé d'une bibliothèque moderne, d'une salle informatique, d'une salle des professeurs et d'espaces publics destinés aux enseignants et aux étudiants. Deux entreprises spécialisées ont été sélectionnées pour assurer la maintenance et la sécurité du site.

La médiation des femmes favorise la cohabitation pacifique entre Hema et Lendu à Djugu, par le Réseau des femmes médiatrices de l'Ituri avec l'appui de la Monusco. Ce progrès résulte d'un travail patient et continu de sensibilisation. Les échanges retrouvent place au marché, les éleveurs Hema peuvent faire paître leurs bœufs sur les terres Lendu, et les agriculteurs des 2 communautés cultivent côte à côte, témoignant d'une réconciliation concrète. Plusieurs leaders communautaires ont salué les avancées et pris l'engagement de renforcer cette cohésion sociale pour une paix durable.

Le Gouvernement alerte sur l'afflux de nouveaux réfugiés et appelle à un retour volontaire sécurisé. Le gouvernement congolais a lancé un appel pressant à la communauté internationale face à l'afflux croissant de réfugiés en RDC, en provenance de pays voisins, ainsi qu'à la situation préoccupante des réfugiés congolais et des déplacés internes. Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, a souligné que la crise au Soudan du Sud et en République Centrafricaine a entraîné l'arrivée de quelque 88 000 nouveaux réfugiés sur le territoire congolais : 33 000 en provenance du Soudan du Sud et 55 000 de la Centrafrique. Le ministre a insisté sur la nécessité d'un rapatriement volontaire, organisé et sécurisé des réfugiés congolais vivant dans les neuf pays voisins. Il a rappelé les efforts du gouvernement en faveur de la paix.

Levée de la suspension de l'exploitation de l'or en Ituri, par le ministre congolais des Mines, le 6 octobre à Bunia. C'est depuis un mois que la mesure de suspension de l'exploitation de l'or avait été prise pour mieux réglementer ce secteur. De nombreux exploitants miniers n'étaient pas identifiés et opéraient en violation du code minier, se livrant à la fraude pour échapper au fisc. Cette situation porte préjudice à l'État et aux communautés locales, qui ne bénéficient pas de retombées de cette activité.

Kinshasa ne craint pas l'arrivée du M23. En RDC, alors que le chef des rebelles de l'AFC-M23 a menacé, la semaine dernière, de renverser le pouvoir du président Félix Tshisekedi, Kinshasa répond en affirmant sa confiance dans la force de son armée nationale. Deux semaines après que les rebelles qui occupent une partie de l'est de la RDC ont déployé sur le terrain plus de 7.000 nouvelles recrues, près de 9.000 autres auraient terminé leur formation la semaine dernière. Mais la montée en force de la rhétorique guerrière pourrait n'être qu'une manière d'influer sur les pourparlers de paix en cours qui doivent reprendre cette semaine. **Le gouvernement répond au M23.** Cette menace n'a aucun sens. "Le président Tshisekedi ne sera jamais renversé par des marionnettes téléguidées depuis Kigali ou d'ailleurs. Quant à leur soi-disant renforcement en effectifs, qu'ils sachent que la RDC n'est pas un terrain de jeu. Le gouvernement est prêt, nos FARDC sont prêtes, le peuple également est prêt. Nous allons écraser cette rébellion dans peu de temps." (**Deutsche Welle**)



Un atelier national pour faire du Couloir Vert Kivu-Kinshasa un levier pour la conservation, le développement local et la justice environnementale. Ces assises visent à renforcer une compréhension commune du cadre légal du Couloir Vert Kivu-Kinshasa (CVKK), à définir les rôles de la société civile et à formuler des recommandations concrètes pour une gouvernance durable, respectueuse des droits humains et des communautés locales. ***Le Couloir Vert Kivu-Kinshasa : un espoir de paix durable.*** Au-delà de la conservation, le CVKK est perçu comme un instrument de paix et de stabilité dans les zones fragiles de l'Est du pays. Le Couloir vert Kivu-Kinshasa est un projet ambitieux, reliant l'Est à l'Ouest du pays sur plus de 544 000 km² de forêts primaires et de tourbières, abritant près de 30 millions d'habitants. Il vise à créer une aire protégée communautaire continue, favorisant à la fois la préservation des écosystèmes, la sécurité alimentaire et le développement socio-économique des populations riveraines. Ce corridor écologique relie notamment le parc des Virunga aux forêts du Kongo central, en traversant plusieurs provinces - Nord-Kivu, Maniema, Tshopo, Sankuru, Maï-Ndombe - pour déboucher sur Kinshasa. Il représente une colonne vertébrale environnementale pour le pays, mais aussi un outil de résilience climatique face aux pressions croissantes de la déforestation, des conflits armés et du changement climatique. (Actualité.CD)

Mercredi 8 octobre.

L'AFC-M23 consolide son administration parallèle dans l'Est de la RDC. Après près de neuf mois d'occupation des chefs-lieux du Nord et du Sud-Kivu, le mouvement rebelle AFC-M23 consolide de plus en plus son administration parallèle dans la partie Est de la RDC. Cette réalité met à mal toute attente de l'Accord de Doha qui, selon certains acteurs, semble être au point mort. Les gouvernements provinciaux du Nord et du Sud-Kivu jusqu'aux chefs coutumiers, en passant par la police, les magistrats et les services publics sont à présent installés, déplorent ces sources. Il s'agit d'une autre administration structurée à la manière d'un petit Etat dans les zones occupées que le mouvement rebelle AFC-M23 a installée au cours des neuf derniers mois d'occupation de certaines zones des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Au niveau de l'exécutif, les gouverneurs, maires, bourgmestres, administrateurs des territoires et leurs subalternes sont déjà installés. S'agissant du pouvoir coutumier, presque tous les chefs des chefferies, groupements, secteurs, en déplacement, ont été quasiment remplacés par de nouveaux animateurs fidèles au mouvement rebelle. Concernant la défense, de nouvelles unités de police, des milliers de soldats nouvellement recrutés et formés sont redéployés en renfort sur les lignes de front. Elles sont chargées aussi de la sécurité dans les entités administratives au sein de la zone occupée. Des centaines de magistrats civils et militaires ont déjà été recrutés, sans parler des cadres des services et agences publiques et de l'administration fiscale. Celle-ci est constamment renforcée, traduisant la volonté du mouvement rebelle d'imposer ses propres règles dans l'Est de la RDC. Cette situation, complique le travail et l'accès de nombreux acteurs humanitaires et ceux de la société civile dans la région. Elle révèle, par ailleurs, un peu plus les ambitions du mouvement rebelle dans le jeu de pouvoir dans l'Est du pays.

La RDC héberge au 31 août 512.680 réfugiés en plus de 5.780.000 déplacés internes et 1.224.551 réfugiés congolais dans les pays voisins. Lors des travaux de la 76e session du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui se tiennent du 6 au 10 octobre à Genève, le gouvernement congolais a présenté la situation des réfugiés congolais se trouvant dans les pays voisins et ailleurs sur le continent. Dans son exposé, le ministre de l'intérieur, Jacquemain Shabani a déploré le fait que la situation peine à s'améliorer au regard de la crise multiforme qui frappe l'est du pays où on enregistre des milliers de déplacés internes. En ce qui concerne la situation des réfugiés et déplacés en RDC, M. Shabani a surtout mentionné la faible mobilisation des ressources financières pour faire face à cette crise. Et d'ajouter : « Par ailleurs, mon gouvernement s'est résolument engagé à explorer en collaboration avec les pays d'origine des réfugiés, les voies et moyens pour rechercher les solutions durables en faveur desdits réfugiés qui manifestent la volonté de retourner dans leurs pays ». Ces assises interviennent près de trois mois après la signature de l'accord tripartite, impliquant la RDC, le Rwanda, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Cet accord a été signé à Addis-Abeba pour faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés. Cet accord vise à relancer le processus de retour sécurisé des réfugiés rwandais en RDC et des réfugiés congolais au Rwanda. (Actualité.CD)

Obligation d'afficher les prix en Franc congolais pour renforcer la souveraineté monétaire en RDC. L'objectif est de consolider les repères monétaires sur le marché intérieur tout en préservant les équilibres économiques. Selon le ministère de l'Économie : « il ne s'agit pas d'une interdiction d'utiliser les devises, mais d'une normalisation des repères monétaires sur le marché intérieur ». Il rassure que les transactions contractuelles peuvent toujours être réglées en devises étrangères, conformément aux lois en vigueur et aux règlements de la Banque centrale du Congo. Cette flexibilité vise à maintenir la fluidité des échanges tout en affirmant la primauté du Franc congolais dans les opérations courantes.



L'AFNAC plaide pour la prise en charge des personnes de 3e âge au Nord-Kivu. L'association des Femmes pour la nutrition à assise communautaire (AFNAC) a tenu ce plaidoyer après une rencontre avec une cinquantaine de personnes âgées à Beni. Ces échanges ont permis de mettre en lumière les défis majeurs auxquels sont confrontées ces personnes vulnérables, notamment un accès difficile aux soins de santé, le manque de reconnaissance de leurs droits dans la société, ainsi que l'isolement social aggravé par les conflits armés. La majorité des personnes âgées sont prises en charge soit par leurs familles, soit par l'Association des personnes vulnérables et du troisième âge de Beni. Toutefois, avec la précarité et les déplacements liés à l'insécurité, leur prise en charge reste largement insuffisante. L'AFNAC invite les autorités locales et les partenaires humanitaires à renforcer l'accompagnement de cette catégorie vulnérable.

Deux morts et une centaine de maisons incendiées à Bokoro après un meurtre passionnel. Selon le gouverneur de la province, qui s'est rendu sur place : « Le pygmée a surpris sa femme en flagrant délit d'adultère et a immédiatement tiré sur l'homme, un bantou, qui a succombé à ses blessures. Les représailles ont été brutales. Certains pygmées ont été lynchés. C'est une situation alarmante ». Le gouverneur appelle les deux communautés à la tolérance et au dialogue. Il a annoncé des rencontres séparées avec les notables des deux camps pour apaiser les tensions.

L'Assemblée nationale se mobilise contre le paludisme en RDC. En 2024, plus de 22 000 personnes ont perdu la vie sur plus de 29 millions de cas de paludisme enregistrés en RDC. Selon le rapporteur de la chambre basse du Parlement, ce sombre tableau place la RDC au deuxième rang des pays les plus touchés en Afrique, et au troisième rang à l'échelle mondiale. « On peut donc se rendre compte de l'ampleur du défi sanitaire qui nous interpelle tous, d'autant plus que le paludisme n'est pas simplement un problème de santé publique : c'est une question de dignité humaine, mais surtout une question liée à notre capacité de développement ».

Jeudi 9 octobre.

Le CICR alerte sur les difficultés d'accès aux soins de santé dans le Kivu, de plus en plus compromis en raison de l'activisme des groupes armés. Une évaluation menée entre le 2 et le 10 septembre 2025 auprès de 240 structures sanitaires réparties dans les deux Kivu révèle que 85% d'entre elles sont en rupture de stock de médicaments et d'intrants essentiels pour soigner les patients et les blessés. Selon le Comité international de la Croix Rouge, le transfert des blessés vers les structures de santé appropriées pose un problème à cause des combats dans cette contrée, où des patients parcourent de longues distances à pied en risquant leur vie afin de trouver les soins adaptés. Plus de 70% de structures de santé sur les 240 évaluées ont reçu des blessés par armes.

La dégradation avancée de la route Bukavu-Goma suscite l'inquiétude des usagers. A Tchofi, la rivière Kalinga est sortie de son lit, compliquant encore davantage la circulation des véhicules et des motos. Les habitants craignent que la rivière ne finisse par couper la route en deux, isolant ainsi la région. Les habitants exhortent les autorités à intervenir en envoyant des engins lourds pour réparer la route et faciliter les déplacements. Le territoire de Kalehe est particulièrement affecté, avec des localités comme Nyabibwe et Tchofi qui deviennent quasi-inaccessibles en période de pluies. Cette dégradation de la RN2, une voie stratégique reliant Bukavu à Goma, survient dans un contexte de conflits armés récurrents dans la région, notamment entre les groupes rebelles M23 et les forces locales, exacerbant encore les difficultés d'accès.

Tshisekedi, une main tendue tardive et surréaliste en direction du Rwanda. À Bruxelles, le président congolais tord le cou à la vérité pour se draper dans la tenue du pacificateur. Félix Tshisekedi, le président congolais était un des premiers orateurs, ce jeudi, du Forum du Global Gateway réuni à Bruxelles pour deux jours. Dans son discours, Félix Tshisekedi a tendu la main au président rwandais Paul Kagame. Face à son auditoire, il a lancé, emphatique, qu'« à aucun moment je n'ai affiché une attitude belliqueuse à l'égard du Rwanda, de l'Ouganda ou d'un autre de nos neuf voisins ». Dans le même élan, il a rendu "hommage au président angolais Joao Lourenço qui était à quelques encablures" d'aboutir dans le processus de paix entre le Rwanda et la RDC. Avant d'ajouter : "il n'est pas trop tard pour bien faire" et de poursuivre à l'attention de Paul Kagame en expliquant que "pour faire la paix des braves" le président rwandais devait donner "ordre aux troupes du M23 d'arrêter cette escalade qui a fait trop de morts". Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a aussi droit à ses éloges pour avoir mobilisé ses troupes, avec celles du Malawi et de la Tanzanie, au côté de l'armée congolaise dans cette guerre à l'Est. Il n'a pas non plus oublié de saluer l'émissaire de Donald Trump pour l'Afrique Massad Boulos, présent à Bruxelles. En signe de bonne volonté, le président congolais a encore expliqué qu'il avait préparé un plaidoyer pour demander des sanctions contre le Rwanda. "Je le suspends pour le moment en attendant la réponse de Paul Kagame". (La Libre Afrique)

Au moins 13 disparus et 8 femmes violées lors des combats M23-FARDC au Nord-Kivu, dans les chefferies de Bwito et Bahunde, dans les territoires de Rutshuru et Masisi au Nord-Kivu entre le 28 septembre et le 8 octobre 2025. Selon la société civile, ce conflit a provoqué la mort d'au moins 4 personnes et a aussi causé d'importants dégâts



matériels : plusieurs dizaines de maisons ont été incendiées, dont l'école primaire de Nyabiteja, le centre de santé de Muliki a été pillé, avec en prime le vol d'une vingtaine de bovins. La situation sécuritaire est extrêmement volatile, avec des attaques répétées, notamment entre les rebelles du M23 appuyés parfois par l'armée rwandaise et les combattants Wazalendo. Ces affrontements entraînent un flux massif de déplacés vers des villages supposés plus sûrs.

Au moins 273 patients guéris du MPox dans la zone de santé de Kinshasa/Limete. L'Institut Pasteur, en collaboration avec la zone de santé de Limete à Kinshasa, a présenté, le 8 octobre à Kinshasa, les résultats du projet PakaMpx, mis en œuvre au quartier Pakadjuma, avec notamment le financement de l'Agence belge de développement (ENABEL). Au moins 273 patients ont été déclarés guéris du MPox dans cette zone de santé.

Le sixième round de négociations entre le gouvernement et l'AFC/M23 aura lieu la semaine prochaine. Des réunions de travail vont commencer la semaine prochaine au Qatar, avec autour de la table les délégations du gouvernement congolais et celles de l'AFC/M23, avec pour objectif, la finalisation du mécanisme du cessez-le-feu et concrètement, comment il sera appliqué sur le terrain, quels comportements adopter et qui garantira le respect de cet accord. Selon nos informations, le rôle de la Monusco reste un point de blocage. L'AFC/M23 dit ne pas avoir confiance en la mission des Nations unies. **Plusieurs partenaires internationaux.** Les discussions porteront aussi sur un projet d'accord de paix préparé par la médiation qatarienne. Un responsable au fait des négociations parle de la présence de plusieurs partenaires internationaux, preuve d'un large soutien international à ce processus. Les Qataris, en tant qu'hôtes, assureront la coordination et le soutien logistique. Mais attention, pour avoir des résultats concrets : « La poursuite de l'engagement de toutes les parties est essentielle pour avancer », souligne un diplomate occidental. Ces discussions font suite à celles d'août dernier, toujours à Doha. Elles portaient notamment sur les échanges de prisonniers. Les médiateurs qatariens, le gouvernement américain et le CICR y avaient pris part. L'ancien ministre des Affaires étrangères malien Zahabi Ould Sidi Mohamed rejoint l'équipe de la médiation. Il parle français et arabe et connaît bien le monde des rébellions. Zahabi Ould Sidi Mohamed n'est pas un inconnu des négociations. Il a déjà participé à la signature d'accords impliquant des groupes armés et maîtrise les rouages des pourparlers de paix. Il connaît aussi les Nations unies, où il a occupé plusieurs postes dans différents pays. (RFI)

Vendredi 10 octobre.

Le cardinal Ambongo exhorte les évêques de la RDC à être des « artisans de l'espoir ». Lors de la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée Épiscopale Provinciale de Kinshasa, le Cardinal Ambongo a rappelé : « Nous portons dans notre prière toutes les victimes de la violence, du tribalisme, de la guerre et de l'injustice. Nous prions pour une véritable paix et réconciliation dans notre pays ». Il a encouragé la solidarité et la proximité pastorale, invitant ses frères évêques à demeurer « artisans d'espérance et de confiance dans un monde marqué par la peur et la résignation ». « Notre vocation d'évêques nous appelle à rallumer la flamme de la foi au sein du peuple de Dieu. L'espérance chrétienne n'est pas simplement une attitude intérieure, mais une force qui transforme le monde », a-t-il ajouté. (ACI Afrique)

Le Rwanda rejette la main tendue de la RDC. « Il ne s'agit pas d'une véritable main tendue, il s'agit plutôt d'un cinéma politique grotesque », a réagi jeudi 9 octobre, le ministre rwandais des Affaires étrangères, à la main tendue la veille à Bruxelles par le Président Félix Tshisekedi à son homologue rwandais Paul Kagame. Ce n'était ni le lieu, ni le moment de faire cette « charge contre le Rwanda ».

Coordination renforcée entre Casques bleus et Fardc pour protéger les civils à Djugu, après une attaque, le 5 octobre, menée par les miliciens de la Convention pour la révolution populaire (CRP) contre les positions de l'armée à Nyamamba, dans le territoire de Djugu. Une patrouille renforcée de Casques bleus a été déployée depuis la localité de Bogoro pour sécuriser la zone et protéger les civils. La Monusco, a précisé que cette patrouille avait pour mission d'établir un dispositif de contrôle entre Bogoro et Kasenyi afin de freiner les mouvements des groupes armés, de protéger les civils, d'assurer leur évacuation si nécessaire et de soutenir les Fardc dans leurs opérations.

Environ 1 800 familles de déplacés du Nord et du Sud-Kivu en détresse au Tanganyika. Ces déplacés affirment manquer d'abris, de vivres et d'accès aux soins de santé. Ils lancent un cri de détresse aux autorités provinciales du Tanganyika ainsi qu'aux organisations humanitaires, sollicitant une assistance urgente.

Recrudescence des troubles mentaux à Bunia. À l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, célébrée chaque 10 octobre, les centres spécialisés ont tiré la sonnette d'alarme sur une situation préoccupante. A l'institution Santé mentale Lobiko, près de 2 400 patients souffrant de troubles mentaux ont été recensés en 2024. Un chiffre déjà dépassé en 2025. La majorité des patients bénéficient de soins ambulatoires, tandis que les cas les plus graves sont hospitalisés. Les causes profondes : traumatismes liés aux conflits armés : tueries, viols, détonations, images choquantes de violences extrêmes et consommation abusive de drogues et d'alcool. Les experts estiment, que la majorité de la



population vivant dans les zones de conflit en Ituri, présente des troubles psychologiques nécessitant une prise en charge. Face à cela, les centres de santé mentale appellent à une politique de santé mentale intégrée dans les efforts de paix et de reconstruction.

Début de la première édition du Forum national des droits humains à Kinshasa. « La protection et la promotion des droits humains sont au cœur de notre vision de développement et de cohésion nationale. Elles constituent le socle sur lequel repose notre aspiration à bâtir une République forte, respectée et digne de ses engagements internationaux », a souligné la Première ministre. À travers cette initiative, le gouvernement réaffirme sa détermination à traduire les principes universels des droits humains en actions concrètes, articulées autour de trois axes : la mémoire des génocides, la mise en œuvre de la justice transitionnelle et le plaidoyer pour la reconnaissance internationale du Génocost. Pour le ministre des Droits humains, ce forum constitue à la fois un lieu de dialogue et un outil stratégique pour définir des recommandations claires et durables, renforçant la cohésion nationale et l'État de droit.

Au moins 340 km de routes réhabilitées en neuf mois au Maniema grâce à l'Operma, l'Office provincial pour l'entretien routier. « Personne ne croyait qu'avec des bêches, des machettes et des houes, on pouvait réhabiliter des routes en bon état. Nous venons de le constater de nos propres yeux et nous encourageons le gouverneur de province à poursuivre dans cette dynamique, car sa vision est de désenclaver notre province. Ce que je demande aux contribuables, c'est de faire confiance à leur gouvernement, car les fonds récoltés pour la réhabilitation des routes sont utilisés à bon escient », a assuré le président de l'assemblée provinciale. Entre-temps, l'OPERMA sollicite toujours l'accompagnement des communautés.

L'ONG LIPROSAM lance un SOS pour les malades mentaux de Kananga. Le président provincial de la Ligue pour la promotion de la santé mentale, dresse un tableau de leur prise en charge : « Les malades mentaux sont abandonnés en divagation à leur triste sort. Les soins coûtent exorbitamment chers dans la province. Il y a manque de structures étatiques opérationnelles de prise en charge des malades mentaux. Il y a discrimination des malades et ex malades mentaux dans la société, Manque des pharmacies spécialisées pour la santé mentale en province ». A cela s'ajoutent le manque des médecins spécialistes en santé mentale pour les centres de santé de la province.

Samedi 11 octobre.

Les Fardc appellent à la reddition des FDLR, à déposer les armes et à se rendre aux autorités congolaises ou à la Monusco en vue de leur rapatriement dans leur pays d'origine, le Rwanda". Cette décision s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'ordre opérationnel adopté, le 1^{er} octobre 2025 par le Comité Conjoint de Supervision de l'accord de Washington signé par la RDC et le Rwanda sous la médiation des USA. Les Fardc rappellent ainsi "à tous leurs militaires l'interdiction de collaborer, d'une manière ou d'une autre, avec les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda. Toute violation de cette consigne permanente expose son auteur à des sanctions sévères". Elles demandent en outre aux populations en contact avec les FDLR de se désolidariser de ces rebelles rwandais et de les sensibiliser pour se rendre sans condition aux autorités de la RDC et/ou à la mission onusienne. En cas de résistance et de refus d'obtempérer à cette recommandation, l'armée menace de procéder au désarmement par contrainte ou par usage de la force.

Kinshasa salue la condamnation par le Conseil des droits de l'homme de soutien à l'AFC/M23 dans l'Est, en particulier celui du Rwanda. Au cours de sa session clôturée le 8 octobre à Genève, en Suisse, le Conseil de droits de l'homme a également exigé un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave aux provinces du Nord et du Sud-Kivu, notamment par la réouverture des aéroports de Goma et de Bukavu. Le Conseil a en outre décidé de l'opérationnalisation urgente de la Commission d'enquête indépendante créée par sa résolution du 7 février dernier en remplacement de la Mission d'établissement des faits du Haut-Commissaire dont le mandat a pris fin.

Est de la RDC: après le rejet de la main tendue de Tshisekedi, quel impact sur les processus de paix ? « Nous sommes les deux seuls capables d'arrêter cette escalade », a déclaré Félix Tshisekedi, s'adressant à son homologue rwandais Paul Kagame. La réponse de Kigali ne s'est pas fait attendre. Le gouvernement rwandais n'y est pas allé par le « dos de la cuillère » : « Cette opportunité est désormais passée », a asséné Kigali. « Seul Tshisekedi est en mesure de mettre fin à cette escalade en se concentrant sur la mise en œuvre effective des mécanismes de paix existants ». Et Kigali va plus loin et prévient : le président congolais ne doit pas tenir pour acquis le soutien des partenaires régionaux et internationaux impliqués dans les processus de paix. En clair, les *fenêtres d'opportunité peuvent se refermer*. Autant dire que l'ambiance est lourde, alors que les deux parties doivent se retrouver à la fin du mois pour évaluer les premiers pas dans la lutte contre les FDLR. Sur le processus de Doha, entre le gouvernement et l'AFC/M23, aucun changement majeur. Les invitations ont été envoyées. L'AFC/M23 annonce trois délégués, contre deux lors de la séance précédente.



En théorie, ils doivent discuter du mécanisme de cessez-le-feu et de l'échange des prisonniers. Mais la méfiance s'est renforcée. « On ne sait jamais sur quel propos s'en tenir ! *Ils ne sont jamais constants*. La versatilité est leur seconde nature, et cela nous complique la vie », secrétaire de l'AFC/M23. Les médiateurs espèrent que la semaine prochaine sera fructueuse. (RFI)

Massad Boulos reste optimiste au succès du processus de Doha. Le conseiller pour l'Afrique du Président Donald Trump rassure : « On sait très bien que les délégués ont signé une Déclaration de principes le 12 Juillet. Malheureusement, il y a eu des vacances à la suite de l'attaque de Doha le 11 septembre dernier. Mais très bientôt, ils vont relancer les discussions ». Il a précisé que les Etats Unis tiennent à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la RDC et il a en outre souligné que l'apport de son pays consiste en substance à un soutien technique avec l'expertise des Américains déjà présents à Doha pour suivre de près toutes les négociations dont la réouverture est prévue en début de semaine prochaine.

Journée de la Jeune fille : plaidoyer pour investir dans les filles victimes d'inégalités au Nord-Kivu. « La célébration de la Journée internationale de la jeune fille le 11 octobre 2025, est un cri d'alarme et une occasion pour notre engagement de protéger les filles du Nord Kivu, leur garantir un avenir meilleur et les considérer comme des actrices principales de paix et de développement. Investir dans une jeune fille c'est investir pour un environnement stable. » Investir dans les jeunes filles, c'est aussi investir dans la stabilité et le développement durable du Nord-Kivu. Cette mobilisation rejoint les initiatives nationales et internationales visant à promouvoir l'éducation, la santé, et la sécurité des filles, notamment dans les zones de crise, afin qu'elles deviennent des actrices clés de la paix et du progrès socioéconomique.

Appel à la vigilance après l'attaque contre une position des Fardc en territoire de Beni, menée ce 11 octobre, par des hommes armés, non identifiés. Selon le président de la société civile locale, un militaire a été blessé lors de cette attaque qui a provoqué la panique parmi les habitants, désormais très inquiets de la sécurité dans la région. Il exhorte la population à signaler toute personne suspecte et insiste sur la nécessité d'une collaboration étroite entre civils et forces de sécurité pour renforcer les opérations contre les groupes armés. Il appelle également l'armée à mener des enquêtes rigoureuses. Il souligne que cette attaque représente un signe alarmant pour la sécurité à Mangina.

Kamituga : deux morts et cinq blessés après des accrochages entre Fardc et Wazalendo Shikito. « On avait enregistré un mort du côté des Fardc, un autre du côté de la PNC, et des biens des habitants ont été pillés. Il y a aussi des blessés qui sont à l'hôpital ». Tout est parti de la soirée du 9 octobre, lorsqu'un Wazalendo avait abattu un élément des Fardc, un incident à l'origine des affrontements entre ces deux groupes présents à Mwenga. Des habitants sont ensuite descendus dans la rue avec le corps de la victime pour dénoncer le comportement des Wazalendo et exiger le départ de ceux qu'ils accusent de semer « tueries et désolation » parmi les paisibles citoyens, meurtris dans cette partie du Sud-Kivu.

Dimanche 12 octobre.

L'ICCN offre des vivres à la prison Kangbayi de Beni. Cette assistance est composée du riz, semoule de maïs, huile végétale et d'autres denrées alimentaires. Selon l'Institut congolais pour la conservation de la nature, cette assistance s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations formulées lors de l'atelier du 27 novembre 2024 relatives à l'amélioration des conditions carcérales à Beni. Au cours de ces assises, la malnutrition aiguë avait été identifiée comme l'une des principales causes de décès enregistrés dans cette maison carcérale.

L'eau potable coule à la prison centrale de Mbuji-Mayi, après plusieurs années de pénurie. La prison centrale de Mbuji-Mayi est connectée au nouveau réseau de la Régie de distribution d'eau, depuis environ trois semaines. **Fin du calvaire.** Cette maison carcérale avait été privée d'eau potable pendant plus d'une dizaine d'années, à la suite du vandalisme de la tuyauterie par des inciviques. La Monusco Mbuji-Mayi était alors venue à la rescousse vers les années 2007 en approvisionnant ce site au moyen des camions citernes. Après le départ de Mbuji-Mayi de la Monusco, la prison centrale avait renoué avec son calvaire : pas d'eau pour préparer la nourriture, pour boire, moins encore pour le bain. « On achetait 60 bidons par jour pour qu'on puisse seulement préparer. Même pour boire de l'eau les détenus étaient vraiment en souffrance. Il fallait qu'ils se débrouillent peut-être même particulièrement ».

L'Union européenne s'engage à soutenir plusieurs projets stratégiques en RDC. C'est ce qu'a annoncé le ministre du Commerce extérieur, à l'issue d'une réunion stratégique tenue à Bruxelles, en marge du Forum Global Gateway. Lors de cette rencontre tripartite avec le commissaire européen aux Partenariats internationaux, et Massad Boulos, conseiller du président américain pour l'Afrique, l'UE a exprimé sa volonté de soutenir : le corridor vert Kinshasa-



Kivu, visant à faciliter les échanges économiques entre la capitale et l'Est du pays ; le projet Inga, méga-barrage hydroélectrique destiné à fournir de l'énergie à grande échelle ; le développement d'une Zone Économique Spéciale dédiée à l'industrie des données numériques. Ces échanges traduisent un renforcement du partenariat stratégique entre la RDC, l'Union européenne et les États-Unis autour des secteurs clés : énergie, numérique, logistique et industrialisation.

La Mutuelle de Santé des Enseignants passe au régime contributif pour une couverture médicale durable. Jusqu'au début de 2025, la Mutuelle de Santé des enseignants du ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel fonctionnait grâce aux subventions de l'État. Depuis février 2025, elle a entamé sa transition vers un modèle contributif, avec pour objectif principal le déploiement national de la mutuelle afin de garantir aux enseignants et à leurs ayants droit un accès équitable aux soins de santé de qualité. La MESP assure la prise en charge des prestations de santé pour ses affiliés, en garantissant le remboursement des frais médicaux selon les conventions établies avec les hôpitaux agréés.

Est de la RDC: le gouvernement alerte sur de graves violations des droits humains par l'AFC-M23. Le document gouvernemental fait état de 272 cas d'assassinats et d'exécutions sommaires, plus de 300 cas de viols, 300 cas de tortures, notamment sur des élèves, ainsi que des arrestations arbitraires dans des conditions inhumaines, enlèvements et recrutements forcés. Plusieurs villages ont également été incendiés, et de nombreux cas de pillages signalés. Les territoires les plus affectés sont Rutshuru, Masisi et Walikale avec des faits documentés de bombardements ciblant des habitations civiles, notamment dans le quartier Nderere. Le gouvernement dénonce également l'installation par la rébellion d'une administration parallèle, avec la transformation d'entités coutumières en « centres » et « cités », ainsi que l'installation de chefs coutumiers non reconnus. Le communiqué pointe également l'imposition de taxes jugées illégales : 17 % de prélèvement trimestriel sur les frais scolaires, paiement obligatoire dans les écoles primaires, taxation des hôpitaux, écoles et orphelinats, mettant en péril l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Un cadre AFC-M23, a rejeté en bloc ces accusations. Il a remis en cause la légitimité des autorités de Kinshasa dans les zones qu'elles contrôlent.

Appréciation du franc congolais : le taux de change baisse jusqu'à 1800FC ce 12 octobre sur le marché parallèle. Cette appréciation du franc congolais s'inscrit dans un contexte économique marqué par des mesures prises par la Banque centrale du Congo (BCC) et le ministère de l'Économie nationale. Le taux indicatif officiel de la BCC, daté du 7 octobre, indiquait encore 2400 FC pour 1 dollar, contre près de 2885 FC fin août, soit une appréciation de plus de 15 %. Le ministre de l'Économie, attribue cette évolution à un resserrement budgétaire, à une gestion rigoureuse des échéances fiscales, ainsi qu'à un ajustement du niveau des réserves obligatoires imposé aux banques commerciales. Ces mesures visent à stabiliser le marché de change et à renforcer la souveraineté monétaire du pays. Malgré cette appréciation, les prix des biens et services n'ont pas encore connu de baisse significative. Pour y remédier, le gouvernement a rendu obligatoire l'affichage des prix en FC congolais sur l'ensemble du territoire national, une décision publiée dans le Journal officiel.

Tanganyika : au camp des déplacés de Katanika 2, 11 400 personnes ayant fui la guerre de l'AFC/M23 manquent de tout. « Nous avons fui la guerre à Goma et Bukavu, passant par Uvira, avant de nous retrouver ici, à Kalemie, où nous avons été accueillis par le chef du quartier Katanika 2. Après plusieurs plaidoyers, nous avons vu le HCR venir à notre secours en nous octroyant des bâches pour la construction des maisons en paille. Et nous avons également été aidé par le PAM, qui nous a donné de l'argent en cash, qui nous a permis de financer nos petits commerces de cannes à sucre. Mais nous ne vivons pas convenablement, car nous manquons d'eau, pas d'école, pas d'habit, pas d'activité pour survivre, pas de soins médicaux », dit la présidente du camp. « Un déplacé qui quitte une province vers une autre, ne peut pas partir avec tous les biens de la maison, passant la nuit sur le sac, souvent sur le sol, ce qui occasionné plusieurs cas d'avortement de femmes non habituées de ces conditions. Il y a également eu des cas de mort d'enfants âgés de zéro à 10 ans suite aux mêmes raisons », déclare un ancien chef d'une avenue dans la ville de Goma, tout en lançant un appel à l'aide pour la mise en œuvre des activités devant occuper des parents. (Actualité.CD)

Lundi 13 octobre.

Désarmement des FDLR : plusieurs défis majeurs en vue dans l'Est de la RDC. Le 1^{er} obstacle est l'identification précise des positions des FDLR. Ces groupes sont actifs dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale au Nord-Kivu, ainsi que dans certaines zones du Sud-Kivu. Mais leur nombre exact et leur localisation restent flous. Certaines zones supposées abriter les FDLR sont partiellement occupées par la rébellion AFC/M23, ce qui complique toute opération militaire directe sans risque d'affrontement. Les Fardc ont invité les FDLR à se rendre à la Monusco, mais la mission onusienne fait face à des restrictions de mouvement imposées par l'AFC/M23, à la fermeture de plusieurs bases dans les Kivu, et à un manque de moyens logistiques et humains. Un désarmement par la force pourrait entraîner des



combats prolongés dans des zones densément peuplées, exposant les civils à des déplacements massifs et à des violations des droits humains. Le désarmement volontaire ou forcé des FDLR représente une étape clé pour la mise en œuvre de l'Accord de paix entre la RDC et le Rwanda et pour le retour de la stabilité dans l'Est du pays. Mais sa réussite dépend de la volonté et de l'implication de trois acteurs principaux du processus de paix: la RDC, le Rwanda et l'AFC/M23.

La population recourt à l'automédication faute de moyens et d'accès aux soins à Kiwanja, dans la zone de santé de Rutshuru au Nord-Kivu. Dans ce contexte difficile, les familles peinent déjà à se nourrir, et la maladie devient une charge à assumer difficilement. Nombreux sont ceux qui, faute de moyens, achètent directement quelques comprimés en pharmacie plutôt que de consulter un professionnel, déplore ce professionnel de santé. Il lance un appel aux partenaires intervenant dans le secteur de la santé pour un appui concret aux populations de cette zone déjà fragilisée par les violences armées et la précarité économique. Il insiste sur la nécessité de favoriser l'accès aux soins de qualité et de sensibiliser la population à l'importance de la consultation médicale afin de prévenir les complications liées à l'automédication.

En Ituri, 1 400 ex-combattants ont adhéré au processus du PDDRCs en neuf mois. La coordonnatrice adjointe du Programme de désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et stabilisation, a invité d'autres groupes armés à rejoindre ce processus afin de contribuer au développement du pays. Cent ex-combattants et deux cents membres des communautés locales ont reçu des chèvres et des vaches pour faciliter leur réinsertion sociale. Ils participent également à des travaux agricoles communautaires. Ce projet est financé par le gouvernement de la RDC, avec le soutien de l'Union européenne. Il est mis en œuvre depuis septembre 2025 dans la localité de Katoto, territoire de Djugu.

Meurtres de professionnels de santé à Isangi : vague d'indignation dans le corps médical. Le Dr Mbungi et ses trois compagnons épidémiologistes ont été atrocement battus à mort, puis brûlés, le 6 octobre, dans le territoire d'Isangi, à 125 km à l'ouest de Kisangani (Tshopo). Ils étaient accusés à tort d'être des féticheurs qui feraient disparaître les organes génitaux des personnes qu'ils saluaient. Les victimes étaient en réalité des enquêteurs en mission pour l'École de santé publique, en prévision de la campagne de vaccination des enfants zéro dose, selon le médecin chef de division provinciale de la santé, Bienvenue Ikomo. Les enfants zéro dose sont ceux qui n'ont jamais été vaccinés, généralement parce qu'ils vivent dans des zones d'accès difficile. Le Dr Omesumbu a interpellé le gouvernement congolais sur la nécessité de sécuriser les médecins, qu'ils soient en mission à l'intérieur du pays ou en poste dans les centres urbains. Il a également demandé une prise en charge conséquente de la famille du défunt. Ce drame ravive les inquiétudes sur les conditions de travail et de sécurité des soignants dans les zones reculées du pays.

Zhao Bin : "La Chine et la RDC avanceront main dans la main pour une gouvernance mondiale équitable". L'ambassadeur de Chine en RDC, a mis en lumière l'Initiative pour la gouvernance mondiale (IGM) proposée par le président Xi Jinping. « La RDC assumera bientôt la présidence tournante de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle jouera ainsi un rôle accru dans les affaires internationales », a déclaré l'ambassadeur chinois. Selon Zhao Bin, cette évolution porte la maturité diplomatique du pays et de la confiance croissante qu'il inspire au sein de la communauté internationale. Pékin entend, a-t-il souligné, travailler étroitement avec Kinshasa pour défendre « l'autorité et le rôle central des Nations Unies » et promouvoir l'esprit du multilatéralisme, et mettre en œuvre des initiatives concrètes visant à améliorer la gouvernance mondiale. Dans son allocution, l'ambassadeur a aussi mis en avant la contribution concrète de la Chine aux opérations de maintien de la paix en RDC et son soutien au développement durable à travers des projets d'infrastructures, d'énergie et de formation. Pékin, a-t-il rappelé, applique un régime de zéro taxe douanière à 100 % des produits en provenance de 53 pays africains, dont la RDC. « Main dans la main, la Chine et la RDC peuvent progresser ensemble vers la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité », a insisté Zhao Bin. Le diplomate chinois a replacé cette coopération dans le cadre plus large des quatre grandes initiatives mondiales proposées par la Chine : pour le développement, la sécurité, la civilisation et la gouvernance mondiale. Ces initiatives visent, selon lui, à « bâtir un système international plus équitable, plus inclusif et plus respectueux des souverainetés nationales ». L'IGM repose sur des concepts tels que l'égalité souveraine et le refus de l'ingérence extérieure, qui sont particulièrement pertinents pour la RDC. En tant que pays en développement, la RDC bénéficie d'un soutien substantiel de la part de la Chine, qui a promis d'investir dans des projets de développement durable et d'améliorer les échanges culturels. (Actualité.CD)

Mardi 14 octobre.



Le Rwanda réaffirme son engagement envers les processus de paix devant le Conseil de sécurité de l'ONU. « Il y a un accord entre les deux pays que nous avons conclu dans le cadre de nos compétences souveraines, aidés par les États-Unis et le Qatar, tout comme l'Union africaine. Nous avons besoin de votre appui et demandons que ce processus ne soit ni détourné ni affaibli ». Le diplomate rwandais a insisté sur la menace existentielle que représente le groupe FDLR pour le Rwanda, évoquant leur implication dans le génocide de 1994 et « leur intention déclarée de le reproduire ». Il a souligné que cette menace ne relève pas d'un enjeu de ressources, mais d'un danger idéologique et sécuritaire. Le diplomate rwandais a également évoqué la situation des réfugiés rwandais, notamment des éleveurs, qui vivent dans des camps depuis 28 ans, sans solution durable. Il a dénoncé « les attaques contre des civils à Minembwe et les discours de haine contre les Tutsis dans les zones d'Uvira et d'autres régions de la RDC ». Le Rwanda appelle à une harmonisation des efforts diplomatiques et demande que les différentes parties ne compromettent pas le processus de paix en cours.

Grâce à l'Unicef, 9 719 enfants enregistrés à l'état civil en neuf mois à Nyunzu, province du Tanganyika. Pour l'officier de l'état civil, un enfant enregistré bénéficie de nombreux avantages, notamment en matière de succession, d'obtention de la nationalité et d'accès à divers services. Le chef du service des Affaires sociales, a rapporté que 9 874 enfants n'ont pas obtenu leurs actes de naissance dans les délais requis. Il attribue cette situation à l'insécurité persistante depuis 2013, liée aux conflits entre les communautés Twa et Bantous. « Nous menons des campagnes de sensibilisation pour encourager les parents à amener leurs enfants dans les centres de santé lors des campagnes de vaccination et à les enregistrer à l'état civil. L'Unicef nous appuie dans ces campagnes pour garantir les droits des enfants », a-t-il déclaré.

Grève des enseignants au Maniema due au non-paiement des salaires, des mois d'août et septembre. Ils conditionnent la reprise des cours au versement de ces salaires ainsi qu'à la prise en compte de leurs revendications, notamment l'amélioration de leurs conditions sociales.

Est de la RDC: où en sont le désarmement et la reddition des FDLR ? Le conseiller principal pour l'Afrique au Département d'État américain, Massad Boulos, a salué l'appel lancé par la RDC à toutes les factions des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) pour leur désarmement et leur reddition. Cette étape décisive fait progresser la mise en œuvre de l'accord, facilite le rapatriement, rétablit l'autorité de l'État et renforce la stabilité dans la région des Grands Lacs. Mais sur le plan de l'accueil des combattants FDLR qui doivent se rendre, du travail reste à faire. La Monusco, citée par les FARDC dans ce processus pour accueillir ces combattants, n'est pas encore impliquée formellement. Contactée, le porte-parole la Monusco, affirme avoir pris connaissance du communiqué des FARDC et poursuit la coordination avec les autorités congolaises, pour mieux comprendre leurs attentes et identifier les modalités concrètes de sa contribution. La Monusco a une compétence avérée dans ce domaine. (RFI)

Le gouvernement et l'AFC-M23 signent un mécanisme de surveillance du cessez-le-feu dans le Kivu, le 14 octobre 2025 sous la médiation du Qatar. Cette étape intervient après plusieurs étapes de négociations difficiles et marque une avancée importante dans le processus de paix. Les négociations en cours vont porter également sur l'échange des détenus entre les deux parties pour lequel un autre mécanisme signé auparavant, avait confié au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), un rôle d'intermédiaire neutre pour l'identification et la libération des détenus, l'un des points clés de divergence dans les discussions. Les acteurs et modalités de la mise en œuvre de ce mécanisme n'ont pas encore été révélés. Un autre dossier à l'ordre du jour, c'est le retour des réfugiés congolais installés dans les pays voisins reste sensible : le gouvernement demande une identification préalable et refuse un rapatriement dans les zones encore en conflit, tandis que le M23 revendique un rapatriement immédiat.

39 civils tués par l'AFC/M23 en une semaine, annonce l'armée le même jour de la signature du mécanisme de cessez-le-feu à Doha. Ces civils ont été « froidement abattus dans leurs maisons » ou « ligotés avant d'être exécutés » entre le 6 et le 12 octobre dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu. L'armée fait également état de plusieurs maisons incendiées et de biens pillés dans les villages de Rusinga, Buuma et Mwigya. Toutes les victimes auraient été accusées par les assaillants d'appartenir aux familles Wazalendo, selon le communiqué. L'armée appelle par ailleurs la population à « se désolidariser de ces ennemis de la République » et à « dénoncer tout mouvement suspect auprès des FARDC ». Cette accusation intervient alors que le gouvernement congolais et le groupe politico-militaire AFC/M23 ont signé le même jour à Doha, sous la facilitation du Qatar et avec le soutien des États-Unis et de l'Union africaine, un mécanisme conjoint de surveillance et de vérification du cessez-le-feu. Le mouvement AFC/M23 a de son côté déclaré que « la réussite de ce dispositif dépendra du respect par Kinshasa de ses engagements », tandis que le gouvernement congolais y voit « une étape vers la cessation des hostilités et un accord de paix durable ». (Actualité.CD)

Mercredi 15 octobre.



Joseph Kabila réunit l'opposition politique de la RDC à Nairobi. Ces assises de deux jours visent à asseoir une nouvelle dynamique de l'opposition pour contribuer à la construction de la paix en RDC, selon les participants. Les opposants refusent d'être assujettis aux belligérants et veulent faire entendre leurs revendications à travers le processus de dialogue de Doha, soutenu par Washington, a expliqué le Secrétaire général du parti d'Augustin Matata Ponyo, Leadership et gouvernance pour le développement (LGD). Plusieurs opposants congolais ont fait le déplacement de la capitale kenyane pour participer à cette rencontre. D'autres cependant, comme Martin Fayulu, Jean-Marc Kabund, Moïse Katumbi - ne se sont pas déplacés, compte tenu de leurs agendas surchargés, d'après le secrétaire général de LGD. **Joseph Kabila à la tête d'une nouvelle plateforme politique de la RDC**, dénommée: « le Mouvement sauvons la RDC ». Selon des sources locales, à l'issue des travaux, les participants ont désigné Joseph Kabila comme président de ce mouvement et l'objectif de ce mouvement est de mener des actions en vue de mettre fin à la dictature et restaurer l'autorité de l'Etat. Ces opposants décident notamment d'endosser les douze points de sortie de crise en RDC proposés par Joseph Kabila lors de son dernier discours à la Nation. Les participants ont dressé un diagnostic « alarmant » du pays, dénonçant une « crise multiforme », due, selon eux, à des dérives politiques, économiques et sociales. Ils accusent le pouvoir en place de violer la Constitution, de restreindre l'espace démocratique et d'instrumentaliser la justice. Le conclave appelle à un dialogue inclusif, soutenu par la Conférence épiscopale nationale du Congo et l'Eglise du Christ au Congo (ECC), pour sortir de la crise. Il rejette tout « monologue politique » projeté par le Président Félix Tshisekedi. **Le conclave de Nairobi, « un non-événement » pour Daniel Aselo de l'UDPS/Tshisekedi.** « Est-ce que Joseph Kabila peut parler de la dictature dans ce pays ? Et même dans leur texte, les participants à ce conclave vous disent quoi ? Ils ont fait leur, tout ce qui a été préparé par Joseph Kabila. Et donc, c'est Joseph Kabila qui organise son histoire, qui invite de vrais Congolais, des professeurs d'université, des gens vont en bonne veste autour de Joseph Kabila pour parler de la dictature au Congo! »

Avec tout ce qu'ils ont subi de la part de Joseph Kabila durant 18 ans de son règne en RDC, a-t-il estimé, de vrais Congolais ne peuvent plus « aller à côté de Joseph Kabila et commencer à parler démocratie, de viol... Qu'est-ce que Joseph Kabila n'a pas fait dans ce pays pour nous faire pleurer ? ».

Les évêques catholiques préoccupés par l'aggravation de la précarité des conditions de vie en RDC. A l'issue de leur session ordinaire tenue à Kinshasa du 7 au 10 octobre 2025, ces prélats, dont le Cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa, déplorent la persistance du climat d'insécurité et de violence, la recrudescence du banditisme et les conflits fonciers récurrents, exacerbés par "une mauvaise administration de la justice". Dans leur message, ils regrettent qu'une large part des jeunes oisifs se livre à la consommation excessive de boissons fortement alcoolisées et de stupéfiants, produits vendus sans aucune régulation et en toute impunité. Les évêques déplorent également l'état avancé de délabrement des infrastructures routières, qui entrave la circulation des personnes et des biens. Toutefois, ils saluent les efforts déjà engagés pour améliorer ces infrastructures et d'autres secteurs de la vie sociale, exhortant une nouvelle fois les autorités compétentes à redoubler d'efforts pour garantir le bien-être de la population. En tant que pasteurs et porteurs d'espérance, ils affirment leur conviction que seul le projet du « Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et dans les Grands Lacs » initié par la Conférence épiscopale nationale du Congo et l'Eglise du Christ au Congo (ECC), constitue la meilleure réponse aux défis du pays. Les évêques lancent un appel vibrant aux Congolais à s'en approprier pleinement pour construire une paix durable et une cohésion sociale renforcée. Ce projet, déjà accepté par plusieurs acteurs au niveau national est soutenu par la communauté internationale.

Julien Paluku appelle les investisseurs américains à investir dans le corridor de Lobito, sous forme d'un programme intégré qui aligne la transformation locale des minerais, les infrastructures, l'énergie, le transport, l'agriculture, le commerce et le développement des compétences pour le bien-être des populations de la RDC, de l'Angola et de la Zambie. Le ministre du Commerce extérieur a lancé cet appel le 14 octobre à Washington à l'occasion de la première édition du forum RDC-USA. Ce forum réunit les investisseurs américains, les ministres sectoriels, quelques gouverneurs des provinces, les chefs d'entreprises publiques et privées de la RDC et le gouverneur de la Banque centrale du Congo. Il vise à consolider une relation stratégique et structurante entre la RDC et les Etats-Unis d'Amérique en attirant les investissements américains vers la RDC.

Haut-Uele: le cardinal Fridolin Ambongo en visite pastorale dans le diocèse de Wamba

Le cardinal Fridolin Ambongo est arrivé ce mercredi 15 octobre à Isiro, chef-lieu du Haut-Uele, au nord-est de la RDC. Il est dans une mission pastorale et de paix qui le conduit jusqu'à Wamba, siège du diocèse de Wamba. Le prélat a été accueilli à l'aéroport par les autorités locales de l'église ainsi que les autorités provinciales. Le chef religieux a été accueilli ensuite par le vice-gouverneur, faisant intérim du gouverneur en mission. Lors de ce tête-à-tête, les deux personnalités ont fait le point sur la situation, mais également l'objet de cette mission dans la région. Cette mission s'inscrit dans le cadre de la recherche des solutions à l'épineuse question du refus par la chrétienté et le clergé de ce diocèse, de l'évêque Emmanuel Ngona Ngotsi, nommé depuis l'an dernier par le défunt souverain pontife François 1er. Dans son message, le chef de l'église catholique en RDC, a exhorté la communauté catholique aux intentions de prière



pour la réussite de sa mission et l'obtention d'une solution durable à ce sujet. « Le Saint-Père Léon 14 a souhaité que je vienne ici pour qu'on puisse trouver une solution pour que cette page douloureuse soit tournée définitivement. Je suis porteur d'un message de la part du pape pour le peuple de Dieu qui est à Wamba. « Je demande à tous les fidèles de prier pour que cette mission, qui tient le pape à cœur, réussisse », a-t-il déclaré à la presse. Notons que l'arrivée de Fridolin Ambongo, très attendue par la chrétienté de Wamba, est perçue comme une réponse durable à cette longue période d'attente de solution sur le destin du diocèse de Wamba qui fonctionne depuis près de deux ans sans évêque. Nommé depuis le 17 janvier 2024 par le regretté pape François, le successeur de Mgr Janvier Katala n'a toujours pas foulé son entité ecclésiastique, puisque heurté à une résistance de la chrétienté et du clergé, qui, après plus de 100 ans d'évangélisation, estiment que le diocèse serait capable d'avoir à sa tête, un natif. (Actualité.CD)

